

Oréade-Brèche



Oréade-Brèche
ENVIRONNEMENT & DEVELOPPEMENT



Conseil en environnement
et développement
depuis plus de 30 ans

SOMMAIRE

I.	DECLARATION DE SOUTIEN CONTINU.....	1
II.	DROITS DE L'HOMME	2
A.	Principes du Pacte Mondial	2
B.	Evaluation, politique et objectifs de la société.....	2
C.	Mise en œuvre et résultats d'actions concrètes	2
1.	<i>Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>2</i>
2.	<i>Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>2</i>
III.	DROIT DU TRAVAIL	4
A.	Principes du Pacte Mondial	4
B.	Evaluation, politique et objectifs de la société.....	4
C.	Mise en œuvre d'actions concrètes.....	4
1.	<i>Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>4</i>
2.	<i>Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>8</i>
IV.	ENVIRONNEMENT	9
A.	Principes du Pacte Mondial	9
B.	Evaluation, politique et objectifs de la société.....	9
C.	Mise en œuvre d'actions concrètes.....	10
1.	<i>Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>10</i>
2.	<i>Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>12</i>
V.	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	15
A.	Principe du Pacte Mondial.....	15
B.	Evaluation, politique et objectifs de la société.....	15
C.	Mise en œuvre d'actions concrètes.....	15
1.	<i>Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>15</i>
2.	<i>Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>16</i>

I. Déclaration de soutien continu

Monsieur le Secrétaire Général,

Oréade-Brèche a décidé depuis 2011 de soutenir et d'intégrer dans son fonctionnement, les dix principes du Pacte Mondial traitant les droits de l'homme, le droit du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Nous sommes aujourd'hui heureux de confirmer notre soutien continu au Pacte Mondial et de renouveler notre engagement à cette initiative et à ses principes.

Les actions pratiques développées et mises en œuvre par notre société durant cette année sont présentées dans notre Communication sur le Progrès ci-après.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de notre considération.

Thierry CLEMENT

Gérant de la société Oréade-Brèche



II. Droits de l'Homme

A. Principes du Pacte Mondial

Principe 1 Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence

Principe 2 Les entreprises sont invitées à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme

B. Evaluation, politique et objectifs de la société

En France, les droits de l'Homme sont un ensemble de principes directeurs auxquels toute loi et tout citoyen doivent se conformer. Ils font partie du droit en vigueur depuis qu'ils ont été intégrés à la Constitution française de 1958. Ainsi, les droits de l'homme sont universels en France, c'est-à-dire applicables à tout être humain, quelles que soient sa race, sa couleur, sa religion, sa patrie, dès l'instant qu'il est né.

Toutefois, l'application du droit français se limite aux seuls territoires sous contrôle de l'Administration française. Les droits de l'Homme ne sont pas encore universels, car, dans certains pays, tous les hommes ne les admettent et ne les respectent pas.

Au niveau national, bien que, dans notre champ d'activité, les risques d'atteintes aux droits de l'Homme sont assez faibles, Oréade-Brèche intègre ses principes dans son fonctionnement et sa politique.

Au niveau international, Oréade-Brèche est confronté, de par ses activités, à des zones à risque. Certains projets se développent dans des pays (notamment en Afrique et en Asie) où les droits de l'Homme sont souvent bafoués, ou des pays qui sortent de crises graves, voire de guerre (RDC, Mali, etc.). Toutefois, nous intervenons, dans la majorité des cas, pour des bailleurs de fonds internationaux (Agence Française de Développement, Banque Mondiale, Fonds Français pour l'Environnement Mondial, etc.) pour lesquels la lutte pour les Droits de l'Homme et la pauvreté est un objectif majeur.

C. Mise en œuvre et résultats d'actions concrètes

1. Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche

Oréade-Brèche a introduit une mention liée au respect des droits de l'Homme dans sa charte de fonctionnement (référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948).

Jusqu'à aujourd'hui, aucune procédure juridique, ni contentieux en lien avec des problématiques sociales, religieuses, etc., n'a été engagée contre Oréade-Brèche.

2. Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche

Au cours de l'année 2013, Oréade-Brèche a pris part à plusieurs types de missions internationales qui ont contribué à, indirectement, faire avancer la cause des droits de l'homme.

1. Les audits et conseil dans la certification de gestion forestière responsable selon les principes et critères du FSCTM qui promeut une gestion forestière environnementalement responsable, socialement bénéfique et économiquement viable et dont les Principes 1 à 4 requièrent les respects des lois et des droits de l'Homme. Les audits réalisés en 2013 se sont déroulés au Cameroun, Gabon, Chine et en Russie.



2. Oréade-Brèche poursuit son assistance technique à la mise en place de la gestion durable des forêts (AGEDUFOR) en RDC où l'activité de cette année a surtout été marquée par une très forte action en terme de formation et de renforcement des capacités du secteur public et des opérateurs forestiers privés pour un renforcement de l'application des réglementations et une exploitation de la forêt respectueuse de l'environnement et des populations qui y vivent.
3. Nous sommes également intervenus en France pour des formations sur la gestion durable des forêts pour des cadres de l'administration de pays africains (Cameroun, Burkina Faso, Congo, etc.) sur les thèmes du changement climatique, de la certification et de la légalité.



Dans le cadre du projet de construction de grands ouvrages, Oréade-Brèche œuvre également dans la prise en compte des droits des populations locales affectées par les projets. Au Cameroun, Oréade-Brèche a conduit un projet de réhabilitation d'une base vie forestière au Cameroun qui doit conduire à une amélioration des conditions de vie des travailleurs et à une plus grande équité dans l'accès aux services de base.



III. Droit du travail

A. Principes du Pacte Mondial

Principe 3 Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective

Principe 4 Elimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire

Principe 5 Abolition effective du travail des enfants

Principe 6 Elimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession

B. Evaluation, politique et objectifs de la société

En France, le droit du travail est encadré par le Code du travail. Celui-ci recueille l'ensemble des normes juridiques qui régissent les relations entre un employeur et un travailleur. Il traite notamment des conditions et relations de travail (contrat de travail, etc.), des contentieux possibles, du respect des libertés syndicales, de la santé et de la sécurité des salariés au travail, et de la formation professionnelle. L'ensemble des textes en vigueur sont ainsi pris en compte et appliqués au sein des différentes agences de l'entreprise.

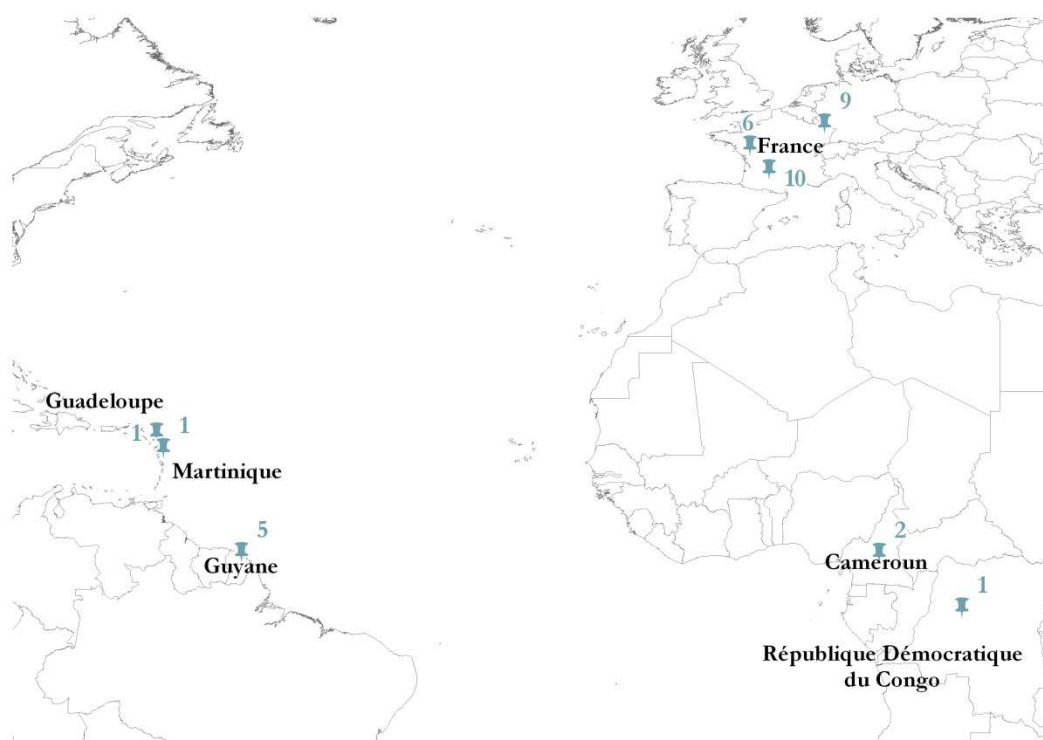
Au niveau international, Oréade-Brèche est confronté, de par ses activités, à des zones à risque élevé. Certains projets se développent dans des pays (notamment en Afrique et en Asie) où les droits du travail sont peu ou pas appliqués, voire applicables.

C. Mise en œuvre d'actions concrètes

1. Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche

Analyse des effectifs

Au 1^{er} janvier 2014, Oréade-Brèche compte 40 salariés, répartis comme suit :



Effectif par métiers et statuts

Métiers	ETAM	Cadre	Stagiaire	TOTAL
Gérant		1		1
Chef d'agence		3		3
Chargé d'études	28	5		33
Assistante administrative	2	1		3
TOTAL	30	10	0	40

Effectif réparti par sexe et par type de contrat

Type de contrats	Nb	H	F
En CDI	34	18	16
dont CDI temps partiel	6		6
En CDD	6	1	5
dont CDD temps partiel	2		2
En intérim	0		
Contrats aidés			
Autres			
TOTAL	40	19	21

Répartition des âges

	ETAM	Cadre	Stagiaire	TOTAL	% effectif total
20 à 30 ans	15			15	37
31 à 40 ans	15	4		19	47
41 à 50 ans		2		2	6
51 à 60 ans		3		3	8
+ de 60 ans		1		1	2
TOTAL	30	10		40	100

14 personnes (tous contrats confondus) ont été recrutées en 2013. Aucune discrimination à l'embauche n'a été opérée. Le choix des nouveaux salariés s'est basé sur leurs compétences et expériences. Les critères liés à l'âge, au sexe, à la nationalité, à la religion et à la couleur de peau sont exclus des grilles d'analyse. Il en est de même quant au choix de nos fournisseurs et de nos sous-traitants techniques.

Renouvellement du personnel

	2010	2011	2012	2013
Fin de contrat	6	10	9	4
Ruptures de contrat	/	/	1	4
Recrutements	10	11	10	14

Contentieux

Aucune plainte, ni action juridique auprès du Conseil des Prud'hommes n'a été engagée par un salarié.

Signature de contrat de travail et de contrat de sous-traitance

En France, le contrat de travail existe dès l'instant où le salarié s'engage à travailler, moyennant rémunération, pour le compte et sous la direction de l'employeur. A Oréade-Brèche, tous les salariés bénéficient d'un contrat de travail écrit et signé par le Gérant, dès leur embauche.

De même, lorsqu'Oréade-Brèche s'associe avec des partenaires pour répondre aux besoins des missions, des contrats sont systématiquement passés avec ses sous-traitants.

Définition d'un règlement intérieur et d'une charte de fonctionnement

Le règlement intérieur d'Oréade-Brèche (dernière version en date du 07 novembre 2011) est pris en application des articles L. 122-33 et suivants du Code du travail. Conformément aux dispositions législatives, il fixe :

- les règles générales et permanentes relatives à la discipline applicable dans l'entreprise,
- les règles générales relatives à l'interdiction de toute pratique de harcèlement moral ou sexuel,
- les règles relatives à l'hygiène et la sécurité dans l'entreprise,
- les procédures et sanctions disciplinaires et les dispositions relatives aux droits de la défense des salariés.

La charte de fonctionnement (en cours de révision) complète le règlement intérieur. Elle concerne l'ensemble des locaux de l'entreprise et tous ses établissements et s'applique à tous dans Oréade-Brèche : direction, cadres, salariés (CDI comme CDD) et stagiaires. Elle comprend :

- la présentation de la société,
- l'organisation de la gestion de la société : organigramme, principes de la société (qualité - confidentialité - éthique), outils disponibles, serveur Intranet, gestion des dossiers (définition des fonctions et rôles),
- la communication interne,
- le fonctionnement administratif : frais, congés, temps de travail,
- les dispositifs mis en place : intéressement des salariés aux résultats de l'entreprise, plan d'épargne entreprise, mutuelle professionnelle,
- les règles internes de fonctionnement des agences.

Délégués du personnel

Des élections règlementaires sont réalisées tous les 4 ans selon le Code du travail. Les dernières n'ont pas vu de candidats se présenter dans le cadre officiel. Toutefois, un délégué du personnel volontaire, hors du cadre officiel, représente les salariés dans chaque agence.

Le rôle de ces délégués volontaires est de faire le lien entre le personnel et la direction, que ce soit pour des demandes venant des personnels et stagiaires à transmettre à la direction ou pour des consultations des salariés émanant de la direction. Leur rôle est très ouvert et laissé à l'appréciation de l'ensemble des salariés et d'eux-mêmes. Bien que n'ayant aucun rôle officiel, leur présence dans l'entreprise a paru présenter de nombreux avantages pour régler tout type de situation entre les salariés et la direction.

4 réunions ont été organisées afin de traiter des différents sujets mis en avant par les salariés. Les comptes-rendus ont ensuite été transmis à la direction pour discussion.

Politique de formation des employés

Il est toujours capital que les employés progressent ou maintiennent certains acquis et donc des formations sont nécessaires. Pour cela, chaque année, il est demandé aux salariés d'exprimer leurs souhaits de formation. L'ensemble de ces souhaits sont examinés par la direction qui prend la décision finale de retenir ou non ceux-ci selon différents critères (budget disponible, importance et opportunité par rapport aux missions, équilibre entre les différents salariés).

Pour l'année 2013, 15 personnes ont répondu au questionnaire d'évaluation des besoins en formation avec en tout 9 thématiques. Sur ces 15 personnes, le choix des formations s'est porté sur la pertinence de la formation demandée par rapport à l'activité de l'entreprise et sur les personnes qui n'avaient pas encore bénéficié de formation.

Les formations retenues dans le budget « Plan de formation » ont été les suivantes :

Libellé de la formation	Nombre de personnes
Diagnostic et expertises des arbres d'agrément	1
Perfectionnement à la commande publique	1
Identification acoustique des chiroptères	1
Sauveteurs Secouristes du Travail	7
Phytosociologie sigmatiste	1
Elaborer un dossier CNPN	2
Connaissance de l'exploitation agricole	1
Gestion du stress	1
Anglais	Tous

Elaboration du document unique d'évaluation des risques professionnels

Le Document Unique des Risques Professionnels recense les risques généraux et les risques spécifiques propres à chaque fonction dans l'entreprise. Il liste les actions à mettre en place pour les prévenir, les limiter, voire les supprimer, ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre. A Oréade-Brèche, trois documents ont été formalisés selon les postes de travail : chargé d'études, secrétaire et technicien.

Une mise à jour du document est actuellement en cours. De nouvelles analyses ont été menées en 2013 (ergonomie des postes et stress au travail) et déboucheront sur une reformulation du document d'analyse des risques professionnels en 2014.

Oréadiennes

Il s'agit d'une réunion d'entreprise qui a lieu tous les 2 ou 3 ans avec tous les salariés d'Oréade-Brèche (métropole, DOM voire expatriés, sur 3 jours. Chaque agence organise l'évènement à tour de rôle.

Les dernières Oréadiennes se sont déroulées sur l'île de Ré, du 30 mai au 1^{er} juin 2013. Le programme était le suivant :

Jeudi 30/05

- Accueil et Introduction sur le déroulement des Oréadiennes + Tour de table
- Bilan des Oréadiennes 2010
- Les Outils de la Société
- Résultats et indicateurs économiques d'Oréade-Brèche
- Réunion des délégués du personnel
- Résultat de Enquête Stress

- Présentation des premiers éléments du DURP

Vendredi 31/05

- Restitution des diagnostics préparatoires des Ph1 « Les dossiers » et Ph2 « Les compétences » par agence
- Analyse au niveau de l'entreprise à partir résultats Ph1 & 2
- Proposition/discussion d'organisation et de déclinaison d'axes de développement
- Visite de la Réserve naturelle de Lilleau des Niges, du phare des baleines et Balade sur la conche

Samedi 01/06

- Tables rondes en groupes thématiques sur les pistes stratégiques (AFOM par axe, Pistes de dossiers à privilégier / perspectives de collaboration intra et extra-OB / Moyens à mettre en œuvre /etc.)
- Synthèse et discussion sur pistes de moyens à mettre en œuvre au niveau de l'entreprise : Organisation interne / communication / formation / outils / partenariats...

2. Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche

Dans le cadre des activités d'Oréade-Brèche, comme mentionné au point 2 du Chapitre "Droit de l'Homme", nos actions d'auditeurs ou de consultants pour la certification FSC™ (Forest Stewardship Council), ainsi que nos activités de suivi de la mise en œuvre des actions environnementales et sociales lors des travaux de construction des grands ouvrages, œuvrent dans cette direction.



Abatteuse en Europe (ci-dessus) et exemple d'application des règles de sécurité sur un chantier forestier

Comme mentionné au chapitre précédent relatif aux droits de l'Homme, Oréade-Brèche a effectué 5 audits en 2013 dans le cadre de la certification des activités forestières qui prennent en compte la dimension « droit du travail ».



IV. Environnement

A. Principes du Pacte Mondial

Principe 7 Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement

Principe 8 Les entreprises sont invitées à entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement

Principe 9 Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

B. Evaluation, politique et objectifs de la société

Oréade-Brèche est engagé depuis plus de 30 ans vis-à-vis de la protection de l'environnement et dans les activités de développement.

Grâce à ses consultants et son réseau d'experts, la société a la possibilité d'évaluer l'émergence de nouvelles problématiques environnementales en fonction de l'évolution des sociétés (changement climatique, rapport entre biodiversité et économie, etc.). Cela permet d'anticiper certains sujets et d'être force de propositions pour la mise en œuvre de nouvelles méthodes ou solutions.

Face aux enjeux de développement durable qui sont donc la préoccupation essentielle pour l'équipe d'Oréade-Brèche, la société, dans la pratique, appuie son activité sur trois lignes directrices :

- agir pour la prise en compte de l'environnement,
- participer à un développement équitable construit sur une utilisation rationnelle des ressources,
- favoriser le partage des expériences et la concertation entre les acteurs pour l'appropriation de solutions durables.

Gestion d'une tourbière dans les Pyrénées Atlantique : fermeture des drains suite à une exploitation de la tourbe ayant conduit à une détérioration du patrimoine naturel



L'impact externe de nos activités est donc globalement positif puisqu'elles ont comme objectif :

- d'étudier et de proposer des solutions pour conserver l'environnement (par exemple les plans de gestion d'espaces naturels),
- d'accompagner la mise en œuvre de projets en assurant une plus grande prise en compte de l'environnement (études de faisabilité de projet, études d'impact environnemental, étude d'aménagement du territoire, évaluation, etc.),
- d'évaluer les politiques, programmes ou projets afin d'influencer leurs orientations pour les rendre plus efficaces, accroître leurs effets bénéfiques sur l'environnement ou préparer des prolongements pour renforcer les actions en cours.

Notre empreinte écologique est surtout marquée par l'utilisation des moyens de transports, en particulier les transports aériens qui sont incontournables pour effectuer les missions à l'étranger.

Dans le fonctionnement courant de la société, la minimisation de nos impacts environnementaux (économie d'énergie, production de déchets, etc.) est cadrée par notre politique environnementale. L'ensemble de l'équipe reconnaît à travers cette politique sa responsabilité et s'engage dans la pratique quotidienne et professionnelle à agir en conséquence.

C. Mise en œuvre d'actions concrètes

1. Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche

Politique environnementale et sociale

La direction d'Oréade-Brèche a instauré au sein de l'entreprise une politique environnementale et sociale qui a comme lignes directrices les principaux axes suivants :

- économie d'énergie et de rejets de gaz à effet de serre,
- prévention des pollutions, notamment par le tri, la réutilisation ou le recyclage des déchets produits par l'entreprise,
- consommation éco-responsable,
- amélioration continue de l'organisation de la société et de ses impacts environnementaux, par une mise à jour annuelle.

La société s'engage à mettre en œuvre cette politique, à la diffuser à l'ensemble du personnel, à l'afficher sur le site Internet de l'entreprise et à la rendre disponible à toute personne externe en faisant la demande.



Par ailleurs, le sujet de la protection des milieux et des ressources est l'un des cœurs de métier de notre société qui intervient depuis plus de 30 ans sur des études en faveur de la préservation de l'environnement. Cinq grandes thématiques sont traitées :

- . la participation à la lutte contre le changement climatique en participant à la protection des forêts contre leur dégradation et contre les défrichements non contrôlés,
- . la préservation ou la restauration des zones humides, des tourbières et des cours d'eau,
- . la conservation de la biodiversité terrestre et marine et la restauration des habitats naturels,
- . la gestion des ressources naturelles (forêts, carrières, etc.),
- . la prévention des risques majeurs (feux de forêt, érosion, etc.),
- . le maintien de la qualité de vie pour les habitants (aménagement du territoire, urbanisme, etc.).

Bilan carbone

Les mesures recommandées en 2011 continuent d'être en application :

- la mise en place d'un système de visioconférence dans les 3 agences et un recours privilégié aux visioconférences ou conférences téléphoniques, en particulier pour les réunions internes entre les différents sites, mais aussi avec nos clients quand cela est possible,

- l'utilisation préférentielle du train sur la voiture ou l'avion pour les déplacements professionnels,
- l'encouragement pour les trajets domicile-travail à l'utilisation de moyens de déplacement « doux » (vélo), des transports en commun et du covoiturage (le remboursement de 50 % du montant des cartes d'abonnement a été mis en place pour inciter les salariés à utiliser quotidiennement les transports en commun et est mobilisé par environ la moitié des salariés),
- la maîtrise des consommations énergétiques dans les agences : régulation du chauffage par thermostats d'ambiance et absence de climatisation dans les locaux qui sont situés dans des bâtiments neufs ou rénovés, correctement isolés,
- par ailleurs, dans le cadre de ses engagements éthiques et environnementaux, et pour compenser une partie de ses émissions de carbone, Oréade-Brèche soutient l'ONG Nebeday au Sénégal qui encadre des reboisements communautaires.

Prévention des pollutions

Toutes les agences utilisent des systèmes de recharge en poudre des cartouches d'imprimantes et ont passé des contrats de récupération des cartouches usagées (société Collectors, LVL, Bureautique 17, etc.).

De même, chaque agence récupère et recycle les papiers usagés et les autres déchets recyclables (plastique, verre). Ils sont déposés régulièrement dans les containers mis à disposition par les collectivités.

Consommation éco-responsable

Les actions mises en œuvre sont les suivantes :

- mise en place systématique d'ampoules à basse consommation dans les bureaux,
- recours autant que possible à la dématérialisation des supports (diffusion des rapports au format PDF par e-mail, abonnement au service de signature électronique SG-TRUST pour la remise d'offres dématérialisées),
- achat de papier recyclé pour les impressions,
- utilisation d'imprimantes recto-verso,
- communication interne pour éviter les impressions inutiles, privilégier les impressions recto/verso et 2 pages par feuille, réutiliser les feuilles utilisées en recto comme brouillon et trier les papiers usagés pour leur recyclage,
- achats de matériel avec prise en compte de la consommation énergétique et les possibilités de recyclage,
- achat de fournitures à des établissements d'aide par le travail,
- les produits de nettoyage et produits vaisselle sont porteurs de l'écolabel européen,
- achat de papier FSC ou PEFC garantissant l'utilisation de bois provenant de sources légales et gérées durablement.



2. Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche

Sans présenter de façon exhaustive l'ensemble des missions environnementales effectuées en 2013, nous citerons quelques types de missions caractéristiques qui ont contribué à la préservation de l'environnement :



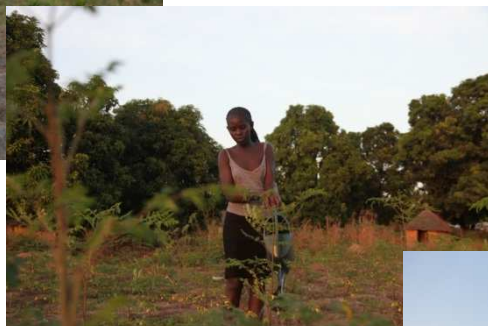
Depuis 2011, Oréade-Brèche a fait un don à l'ONG Nebeday pour appuyer l'initiative « Planter la vie ».

Nébédáy a pour vocation de gérer de façon participative les ressources naturelles en les protégeant et en encourageant une exploitation raisonnée de ces arbres.

L'objectif de l'initiative « Plante la vie » consiste à ce que les populations locales plantent au sein de leurs concessions des Moringas. Cet arbre permettra à ses planteurs de bénéficier de nombreux services : de l'ombre, des feuilles cuites pour le plat traditionnel « tiare boum », des feuilles séchées au pouvoir calorifique exceptionnel permettant de lutter contre la malnutrition, etc. De plus, ces arbres à croissance rapide permettent de stocker du carbone.



En soutenant l'initiative «Plante la vie», Oréade-Brèche contribue au développement local et durable de communautés dont la survie est intimement liée aux ressources naturelles. Cette initiative permet aussi de mener une action plus globale de capture du carbone dans le cadre du changement climatique. Les zones d'intervention de l'association sont les régions du Saloum et de Tambacounda, au Sénégal.





Oréade-Brèche a réalisé plusieurs missions en France et au niveau international visant à favoriser une gestion rationnelle des ressources naturelles et à renforcer la conservation de la biodiversité.

En France, nous avons mené une réflexion avec la Caisse des Dépôts et des Consignations pour définir des stratégies d'optimisation de la biodiversité dans les 18 000 ha de forêts landaises que cette institution a en gestion.

En Mayenne, nous intervenons sur les aménagements du territoire liés à la ligne à grande vitesse entre Le Mans et Rennes de façon à assurer la prise en compte de l'environnement et à minimiser les impacts sur la biodiversité. Des inventaires, cartographie du territoire et la définition de mesures d'évitement, de réduction des impacts et de compensations sont menés par nos équipes.



Concernant le thème du changement climatique, Oréade-Brèche intervient autant au niveau international qu'en France.

Parmi nos différentes actions sur ce thème, Oréade-Brèche a réalisé l'étude de faisabilité pour le projet de coopération régionale dans le Pacifique Sud pour la restauration des services éco-systémiques et d'adaptation au changement climatique (RESCCUE pour Restoration of Ecosystem Services against Climate Change Unfavorable Effects). Le projet RESCCUE vise à trouver des solutions économiques et financières de long terme pour assurer le maintien des services écosystémiques (SE) dans les îles du Pacifique, alors que le changement climatique, ainsi que les changements sociétaux, tendent à mettre ceux-ci en danger. Il s'agit d'un projet régional à l'échelle du Pacifique Sud, piloté par la CPS. Il interviendra plus particulièrement dans 6 sites pilotes, pour y tester des protocoles de gestion intégrée des zones côtières (composante 1 du projet) et des mécanismes de PSE (composante 3). La seconde composante est axée sur la caractérisation biophysique et l'évaluation économique des SE rendus par la zone côtière.





La mission d'appui au Conseil Régional Poitou-Charentes et à l'ADEME pour élaborer une méthode d'évaluation des Contrats Locaux d'Initiative Climat (CLIC) s'est poursuivie tout au long de l'année avec les premières évaluations qui continueront en 2014. Des premières leçons ont pu déjà être tirées sur le travail fait avec les territoires impliqués dans cette démarche, ce qui permettra d'améliorer l'efficacité de ces initiatives locales.

V. Lutte contre la corruption

A. Principe du Pacte Mondial

Principe 10 Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

B. Evaluation, politique et objectifs de la société

Selon Transparency International, « la corruption consiste en l'abus d'un pouvoir reçu en délégation à des fins privées », et la Banque mondiale retient cinq formes de corruption :

- les « dessous de table » qui sont des versements à des responsables officiels afin qu'ils agissent plus vite, de façon plus souple et plus favorable,
- la « fraude » qui consiste en la falsification de données, de factures, etc.,
- « l'extorsion » obtenue par la coercition ou la force,
- le « favoritisme » pour favoriser des proches,
- le « détournement de fonds » ou le vol de ressources.

En France, notre secteur d'activité est soumis à un risque faible en matière de corruption. Au niveau international, ce risque est souvent plus élevé.

Oréade-Brèche s'est toujours engagé à refuser toute forme de corruptions actives ou passives et à ne s'engager que dans des projets dont la transparence était assurée. C'est pour cela que nous avons toujours privilégié, sans que cela soit une position exclusive, de travailler dans le cadre de projets cadrés par les institutions internationales en charge des projets de coopération et de développement telles que l'Agence Française pour le développement, le Fond Français pour l'Environnement Mondial, la Banque Mondiale, etc.

C. Mise en œuvre d'actions concrètes

1. Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche

Oréade-Brèche et ses employés adhèrent à plusieurs codes déontologiques précisant les devoirs éthiques à respecter dans l'exercice de leur fonction :

- le code de déontologie de l'Association Française des Ingénieurs Écologues (AFIE),
- le code de déontologie des Experts Forêt-Bois (Compagnie Nationale des Ingénieurs et Experts Forestiers et des Experts en Bois, CNIEFEB),
- les « Garanties » du Groupement des Experts Conseils en Arboriculture Ornementale (GECAO),
- le code de déontologie de la Chambre de l'Ingénierie et du Conseil de France - Territoires et Environnement (CICF-TEN),
- la Charte de l'évaluation de la Société Française de l'Évaluation (SFE).

2. Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche

Au Cameroun, Oréade-Brèche est l'auditeur indépendant du système FLEGT (Forest Law Enforcement Governance and Trade ou Application des réglementations forestières, Gouvernance et Echanges commerciaux) pour le gouvernement du Cameroun et la Commission européenne (CE). Ce système vise à l'application de la réglementation forestière sur la gouvernance et les échanges commerciaux de façon à lutter contre l'exploitation illégale des forêts et de tous les commerces associés.



Parmi les autres actions sur la légalité requérant le respect des lois et donc le contrôle de la corruption, toutes les missions d'Oréade-Brèche, et en particulier les évaluations de projets qui ont pour objectif de renforcer la bonne gouvernance dans le cadre des projets de gestion ou de conservation, concourent à mettre en place des systèmes de décision impliquant les parties prenantes et réduisant les espaces pour les pratiques frauduleuses.

Coupe de bois illégale dans le Bassin du Congo